

Journée et demie d'étude

Reconfigurations des espaces médiatiques et politiques en Afrique du Nord *Emergence des acteurs privés et enjeux politiques*

Jeudi 4 et vendredi 5 février 2021



Crédits photo : Bachir Benaziz, Casablanca, 24 février 2020.

En ligne

Lien d'inscription : <https://urlz.fr/eHi7>

Comité scientifique d'organisation :

Bachir Benaziz (bachir.benaziz7@gmail.com)

Abdelfettah Benchenna (benchenna@univ-paris13.fr)

Dominique Marchetti (dominique.marchetti@cnr.fr)



Argumentaire

Les transformations des espaces médiatiques nationaux dans les pays d'Afrique du Nord se sont accélérées à partir des années 1990. En dehors de l'Etat et/ou des formations partisans autorisées, de nouveaux acteurs « privés » investissent désormais dans ce secteur d'activité. Le développement très rapide de la presse en ligne, le poids de plus en plus important des réseaux sociaux dans la production, la circulation et la réception de « l'information » ont non seulement transformé les offres médiatiques, les modes de consommation, élargit les audiences, mais ils ont également fait émerger de nouvelles formes de contrôle de la production de l'information et plus largement des productions culturelles.

Loin de proposer une synthèse à prétention exhaustive de ces reconfigurations des espaces médiatiques en Algérie, en Egypte, au Maroc et en Tunisie, et de celles de leurs rapports aux champs politiques, économiques notamment, cette journée d'étude restitue les résultats d'une série d'enquêtes de terrain, souvent menées dans des conditions difficiles, pour apporter quelques éclairages à partir de quatre entrées. Elle essaie d'amorcer un chantier de recherche.

La première entrée porte sur les réformes politiques à travers une étude des instances de régulation des médias en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Concrètement, il s'agit de s'interroger sur les conditions d'émergence de ces instances, les membres ou les types de groupes qui les composent et les modalités de leur sélection, leurs marges de manœuvre, leurs fonctions ou missions (réelles ou affichées), leurs rapports au pouvoir politique et aux autres acteurs du champ médiatique. Plus largement, on s'interroge sur la manière dont ces instances de « régulation » ou de « contrôle », dont les modèles ont été importés, sont en adéquation avec les réalités actuelles des espaces médiatiques des pays concernés.

Le deuxième point d'entrée consiste à partir du cas de la Tunisie à questionner le développement du marché des programmes d'aide aux médias et ses enjeux économiques, professionnels, politiques et géopolitiques. En effet, à la faveur des mouvements de 2011, une série de structures publiques et privées allemands, françaises, britanniques, états-uniennes, etc. ont étendu leurs activités.

Dans une perspective politique de « favoriser la transition démocratique », elles ont développé différents types d'actions, notamment de formation, de financement, auprès de médias publics et privés. L'objet ici est de restituer à la fois les transformations de ce marché, ses enjeux et surtout les conditions d'appropriation de ces programmes en Tunisie, qui fait figure de « bon élève » parmi les bailleurs de fonds étrangers et internationaux (États, ONG, Fondations, etc.).

Un troisième axe porte sur les entreprises médiatiques « privées » non partisans et les conditions dans lesquelles celles-ci ont pu ou peuvent se développer en partant des exemples égyptien et marocain. La libéralisation relative des marchés médiatiques nationaux dans les années 1990 a en effet eu pour principale conséquence l'émergence (ou le retour) du secteur privé : hommes d'affaires, éditeurs, journalistes, hommes politiques, etc. ont investi dans la presse papier, la télévision satellitaire, les médias numériques. Malgré la multiplicité des travaux académiques sur les médias « privés » en Afrique du Nord, des études sociologiques sur ces acteurs « privés » restent encore à faire (profils, trajectoires, motivations, etc.). C'est un point d'entrée pour comprendre les modes de contrôle de cette fraction des espaces médiatiques.

Le quatrième axe s'intéresse, paradoxalement, à un autre angle mort de la recherche sur les univers médiatiques en Afrique du Nord, les journalistes eux-mêmes et leurs conditions d'exercice. En mobilisant notamment les outils méthodologiques et théoriques de la sociologie du journalisme, il s'agit, d'une part, de focaliser l'attention sur le travail concret des journalistes en Algérie, en Égypte et au Maroc. L'objectif est de donner à voir comment les contraintes juridiques, professionnelles, financières ou politiques qui s'exercent sur le travail des journalistes sont vécues, adaptées et ajustées par ces derniers dans leur travail au quotidien. D'autre part, les mutations sociales, politiques et médiatiques que ces pays ont connues ces dernières années, invitent à s'interroger sur les figures journalistiques dominantes et les enjeux qu'elles suscitent (journalisme d'opinion, journalisme d'investigation, journalisme militant, couverture des mouvements sociaux, focalisation sur les « gens ordinaires » ou des groupes sociaux marginalisés, etc.).

Comité scientifique :

- **Bachir Benaziz**, ATER à l'Université de Nice, chercheur associé à l'ERC TARICA - CNRS.
- **Abdelfettah Benchenna**, MCF à l'Université Paris 13, Labsic.
- **Dominique Marchetti**, directeur de recherche CNRS (CESSP),EHESS - Université Paris 1.

Comité d'organisation :

- **Bachir Benaziz**, ATER à l'Université de Nice, chercheur associé à l'ERC TARICA - CNRS.
- **Abdelfettah Benchenna**, MCF à l'Université Paris 13, Labsic.
- **Alia Gana**, directrice de recherche CNRS (Ladyss), PI. ERC TARICA - CNRS.
- **Emna Khemiri**, chargée d'appui à l'ERC TARICA - CNRS, doctorante en géographie, Ladyss - Université Paris 1
- **Dominique Marchetti**, directeur de recherche CNRS (CESSP),EHESS - Université Paris 1.

JEUDI 4 FÉVRIER 2021

9h - Vérification des connexions, partage d'écrans

9h30 - Alia Gana, directrice de recherche au CNRS, coordinatrice scientifique du projet ERC TARICA, LADYSS : introduction de la journée et demi d'étude

9h45 – 13 h

1ère session

Politiques et instances de régulation des médias : Algérie, Maroc et Tunisie

9h45-10h15 - Larbi Chouikha, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Institut de presse et des sciences de l'information (IPSI), Tunis : Le difficile déploiement des « instances indépendantes » dans la Tunisie en « transition » : le cas de l'instance de régulation de l'audiovisuel pendant les élections de 2019

10h15-10h45 - Ahmed Hidass, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Institut supérieur d'information et de communication (ISIC), Rabat : Le Conseil national de la presse marocaine

Pause (15 minutes)

11h-11h30 - Cherif Dris, professeur à l'École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI), Alger : La régulation du champ médiatique en Algérie : acteurs, logiques d'action et contraintes

11h30-12h30 - Discussion

Pause déjeuner

14 h 00 – 15h45

2ème session

Favoriser la « transition » ?

Le marché des programmes d'aide aux médias

14h-14h30 - Chirine Ben Abdallah, docteure en sociologie, chargée de cours à l'Université Sorbonne Nouvelle, Paris : Transition médiatique et transition politique après 2011 : le cas de la télévision publique tunisienne

14h30-15h - Simon Mangon, doctorant en science politique, Sciences-Po Aix, Cherpa, Le « journalisme d'investigation » en Tunisie : Le genre « idéal » de la « transition démocratique »

15h-15h45 – Discussion

Pause (15 minutes)

16h–17h45

3ème session

Des secteurs privés très encadrés

16h-16h30 - Maria Adib Doss, docteure en science politique, ATER en sciences de l'information à l'Institut français de presse, Université Paris 2, CARISM : Évolution des modes de contrôle de la télévision satellitaire égyptienne privée : de Moubarak à Abdel Fattah el-Sissi

16h30-17h - Abdelfettah Benchenna, maître de conférences en science de l'information et de la communication à l'Université Paris 13, Labsic et Dominique Marchetti, directeur de recherche au CNRS en sociologie, CESSP : L'espace de la presse en ligne au Maroc. Trajectoires « d'entreprises de presse » et trajectoires d'investisseurs

17h-17h45 – Discussion

VENDREDI 5 FÉVRIER 2021

9 h 30 – 13 h

4ème session

Journalistes au travail

9h-9h30 - Asmaa Azizi, maîtresse de conférence en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris 13, LabSIC : Journalistes de la presse marocaine et réseaux sociaux

9h30-10h - Bachir Benaziz, docteur en sociologie, ATER en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Nice, chercheur associé à l'ERC TARICA CNRS : Journalistes judiciaires et journalistes précaires. Secteur privé et transformation des formes du journalisme-judiciaire en Egypte et au Maroc

10h-10h30 - Hakim Hamzaoui, maître de conférences à l'École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI), Alger : Le journalisme des télévisions privées sous contraintes fortes durant le Hirak en Algérie

Pause (15 minutes)

10h45-11h45 – Discussion

11h45-12h30 – Discussions sur l'organisation de l'ouvrage et le calendrier

Nous contacter : erc.tarica@gmail.com

Suivez nous :

 tarica.hypotheses.org

 ERCTARICA

 @ERC_TARICA



<https://hal.archives-ouvertes.fr/ERC-TARICA/>

